



Conseil économique et social

Distr. limitée
12 juillet 2011
Français
Original : anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2011

12-15 septembre 2011

Rapport intérimaire sur la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les comptes de l'UNICEF pour l'exercice biennal 2008-2009

Résumé

Comme requis par la décision 2011/4 du Conseil d'administration, le présent rapport décrit les nouveaux progrès réalisés par l'UNICEF pour mettre en œuvre les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les comptes de l'UNICEF pour l'exercice biennal 2008-2009. Le rapport présente une mise à jour de l'application des principales recommandations, avec un récapitulatif de leurs implications stratégiques pour la gestion et la stratégie de l'UNICEF.



I. Introduction

1. Lors de sa première session ordinaire de 2011, le Conseil d'administration a examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes concernant le rapport et les états financiers de l'UNICEF pour la période biennale clôturée au 31 décembre 2009 (A/65/5/Add.2), ainsi que le rapport du Secrétaire général concernant la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes (A/65/296/Add.1) et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/65/498).

2. Dans sa décision 2011/4 concernant le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'UNICEF pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 et le rapport du Comité des commissaires aux comptes, le Conseil d'administration demande au Directeur général de faire fond sur les progrès réalisés et de continuer à appliquer promptement les recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Il prie également l'UNICEF de lui présenter un rapport à sa deuxième session ordinaire de 2011, dans lequel il fera le point des mesures prises pour donner suite aux principales recommandations.

3. Le présent rapport fait état des nouveaux progrès réalisés par l'UNICEF en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, notamment les principales recommandations et leurs implications stratégiques pour l'UNICEF.

II. État des lieux de la mise en œuvre des principales recommandations

4. L'UNICEF poursuit rigoureusement la mise en application des recommandations de vérification émises par le Bureau de la vérification interne des comptes et par le Comité des commissaires aux comptes. À cet égard, l'UNICEF apprécie que le Comité des commissaires aux comptes répartisse ses recommandations en « principales » et « autres », classification qui contribue à déterminer la priorité à accorder aux activités et aux ressources. Néanmoins, après examen et acceptation par la direction, l'UNICEF s'engage à mettre en œuvre intégralement toutes les recommandations faites par le Comité des commissaires aux comptes.

5. La responsabilité de la mise en application des recommandations d'audit est suivie de près par le Bureau du contrôleur de l'UNICEF, à l'aide d'un système Web qui constitue la base des rapports au Comité des commissaires aux comptes.

6. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/65/5/Add.2) contenait 50 recommandations, dont 21 étaient qualifiées de « principales ». Le présent rapport s'attache à l'état de la mise en application des recommandations principales.

7. Au 30 avril 2011, 10 des 21 recommandations principales étaient intégralement appliquées, et 10 autres étaient en phase de mise en œuvre. Une recommandation n'a pas été acceptée par l'UNICEF. Sur les 10 recommandations en phase de mise en œuvre, six seront appliquées d'ici à janvier 2012, à la suite du déploiement du système unique de gestion intégré (ERP)/système virtuel intégré d'information (VISION) ainsi que de l'adoption par l'UNICEF des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). L'UNICEF espère

parvenir à l'application complète des quatre dernières recommandations dans les délais fixés.

8. En établissant les recommandations d'audit pour l'exercice biennal 2008-2009, le Comité des Commissaires aux comptes a examiné l'état de mise en œuvre des recommandations d'audit pour l'exercice précédent. Toutes recommandations qui n'auraient pas été pleinement appliquées ont été réitérées dans le rapport portant sur l'exercice biennal 2008-2009. Sur les 21 recommandations principales, cinq avaient déjà été soulevées dans le rapport pour l'exercice biennal 2006-2007 : trois sont en phase de mise en œuvre, et l'UNICEF considère que la mise en œuvre de la quatrième est terminée; il n'a pas accepté de suivre la cinquième.

9. Tous les rapports de l'UNICEF sur l'état des recommandations d'audit sont soumis à vérification par le Comité des commissaires aux comptes à la clôture de l'exercice biennal.

10. Les détails des 21 recommandations principales et des mesures prises pour les mettre en œuvre sont fournis en annexe.

III. Implications stratégiques des recommandations pour la gestion et la stratégie de l'UNICEF

11. Plusieurs recommandations principales émises par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport concernant le rapport et les états financiers de l'UNICEF pour l'exercice biennal clôturé au 31 décembre 2009 (A/65/5/Add.2) supposent l'amélioration des pratiques de gestion et des rapports d'information en ce qui concerne les biens durables, les biens fonciers et immeubles, les charges liées à la cessation de service et les transferts de fonds. Un grand nombre de ces recommandations seront appliquées lors du lancement de VISION et de l'adoption par l'UNICEF des normes IPSAS en janvier 2012.

12. L'adoption des normes IPSAS améliorera la qualité des rapports financiers de l'UNICEF à l'aide d'informations nouvelles dans une série de domaines, améliorant ainsi la transparence des pratiques de gestion opérationnelle et programmatique. Ces informations supplémentaires permettront une gouvernance et une responsabilité de meilleure qualité et contribueront à assurer que l'UNICEF applique les meilleures pratiques de gestion et fait un usage plus efficace et performant des ressources humaines et financières. Les domaines clés de changement pour l'UNICEF à la suite de l'adoption des normes IPSAS ont trait à la gestion des stocks, des locaux, du matériel et des recettes, à la comptabilité des transferts de fonds, à l'enregistrement des dépenses pour la fourniture des biens et services, et à la communication d'informations relatives aux prestations à verser au personnel.

Annexe

**Mise en œuvre des principales recommandations du Comité des commissaires
aux comptes concernant les états financiers de l'UNICEF pour l'exercice financier
clôturé au 31 décembre 2009**

Recommandations intégralement appliquées¹

	<i>Recommandation (voir A/63/5/Add.2)</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
22	L'UNICEF a accepté de suivre la recommandation du Comité et de réviser son plan de communication et de formation relatif aux normes IPSAS afin de tenir compte du nouveau calendrier applicable à la pleine adoption de ces normes.	Le plan de formation et de communication a été mis à jour compte tenu du nouveau calendrier applicable à l'adoption des normes IPSAS.	Division de la gestion financière et administrative (DGFA)
26	Le Comité recommande que l'UNICEF revoie la manière dont il s'y prend pour obtenir la preuve de la réalité des dépenses consacrées aux programmes et prenne les mesures voulues en la matière.	<p>L'UNICEF travaille avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme alimentaire mondial à l'application de la politique harmonisée des transferts de fonds. Cela exige de tous les partenaires d'exécution qu'ils présentent régulièrement un état certifié des dépenses effectuées (en utilisant à cette fin le formulaire FACE (formulaire d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses) et qu'ils mènent des activités d'assurance correspondant aux risques évalués.</p> <p>L'UNICEF obtient au moins un audit durant un cycle de programme si les critères relatifs à la politique harmonisée concernant les transferts de fonds sont remplis.</p>	Division des politiques et des pratiques (DPP)

¹ L'UNICEF considère que la mise en œuvre de ces recommandations est intégralement achevée. Toutefois, la situation ne sera considérée comme officiellement close qu'une fois leur statut vérifié par le Comité des commissaires aux comptes à la clôture de l'exercice biennal 2010-2011.

	<i>Recommandation (voir A/63/5/Add.2)</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
123	L'UNICEF a accepté la recommandation qu'a de nouveau formulée le Comité selon laquelle il devrait redoubler d'efforts pour régulariser les transferts de fonds en instance depuis longtemps.	L'UNICEF a mis en place un dispositif de suivi applicable aux transferts de fonds en instance depuis longtemps. Une attention prioritaire est également accordée à la régularisation des transferts, qui ont appréciablement diminué. Du fait de la nature des conditions de travail à l'UNICEF, il s'agit là d'une action qui continuera d'être menée sans relâche. Les transferts de fonds directs en instance depuis plus de neuf mois représentaient 1,98 % du montant total de 493 millions de dollars des États-Unis à la clôture du premier trimestre de 2011.	DGFA
128	Le Comité recommande à nouveau que l'UNICEF veille à ce que ses bureaux de pays respectent les dispositions de la circulaire financière n° 15 sur la délivrance de reçus officiels par les bénéficiaires de transferts de fonds.	L'UNICEF a mis en œuvre cette recommandation dans tous les bureaux concernés et continuera de travailler avec eux pour que des reçus officiels soient bien délivrés par les bénéficiaires d'assistance en espèces.	Bureaux de pays/bureaux régionaux
134	L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait s'assurer que toutes les évaluations sont présentées et notées dans les délais prévus par les règles de l'UNICEF en la matière (E/ICEF/2008/4).	Une nouvelle stratégie a été appliquée pour les rapports d'évaluation, ce qui a permis d'éliminer l'arriéré d'évaluation, et les taux de présentation ont augmenté de manière appréciable. En 2010, le taux de présentation était de 82 %. Tous les rapports d'évaluation présentés en 2010 seront examinés et notés.	Bureau de l'évaluation
158	L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de se conformer strictement aux dispositions du Manuel des achats relatives à l'appel d'offres et d'archiver les justificatifs dans les cas où la procédure n'a pas été utilisée.	Dans les bureaux audités, l'UNICEF a amélioré les procédures de manière que l'obligation de se conformer aux dispositions du Manuel des achats relatives à l'appel d'offres soit bien respectée. Les justificatifs écrits des cas d'exceptions sont par ailleurs conservés dans les dossiers pertinents.	Bureaux de pays

<i>Recommandation (voir A/63/5/Add.2)</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
177 Le Comité recommande à l'UNICEF de faire le nécessaire pour améliorer sa gestion des biens durables, notamment en veillant à l'exhaustivité et à l'exactitude des données enregistrées.	En attendant la mise en œuvre de VISION en 2012, l'UNICEF a examiné et renforcé ses procédures de gestion des biens durables dans les bureaux audités. VISION comprend un module de comptabilité des immobilisations qui permettra d'automatiser bon nombre des opérations effectuées manuellement à l'heure actuelle. Dans le cadre du déploiement du nouveau système, les politiques et procédures relatives aux biens durables sont également examinées et révisées afin de tenir compte des changements apportés et du nouveau rôle et des nouvelles responsabilités qui incomberont aux divisions chargées des achats en ce qui concerne l'obligation qui leur est faite de rendre compte des biens dont elles font l'acquisition.	Bureaux de pays/bureaux régionaux
185 L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de veiller à ce que la Division des approvisionnements se conforme strictement aux dispositions de sa procédure 006 relatives à la gestion des matériels stockés proches de la fin de leur vie utile.	<p>À la suite de cette recommandation, l'UNICEF a révisé la procédure 006 et désormais veille à ce qu'elle soit strictement respectée. Depuis août 2010, le Comité de contrôle du matériel tient tous les mois des réunions pour veiller au strict respect des règles concernant le traitement des stocks périmés. Le nombre de jours s'écoulant entre le reçu du procès-verbal d'une réunion et la date du visa du directeur a par ailleurs été nettement réduit pour les réunions tenues depuis août 2010.</p> <p>Il est actuellement procédé à un examen approfondi du système e-PAS de manière à déterminer dans quelle mesure il sera possible de l'appliquer à de plus large groupes de personnel dans un proche avenir et de suivre la performance d'ensemble et l'accessibilité des différents paramètres</p>	Division des approvisionnements

<i>Recommandation (voir A/63/5/Add.2)</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
240 L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de renforcer ses activités de plaidoyer et de communication auprès des bailleurs de fonds actuels et potentiels, afin d'accroître les ressources ordinaires et les fonds thématiques mondiaux.	La stratégie de l'UNICEF concernant la mobilisation des ressources auprès du secteur public et son plan de mise en œuvre ont été approuvés. Ils sont actuellement appliqués et suivis par le Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics. Les documents relatifs à la collecte de fonds auprès des donateurs des secteurs public et privé visent à mobiliser un financement de qualité, prévisible, pluriannuel et souple, qui permette d'atteindre les objectifs financiers définis dans le plan stratégique à moyen terme.	Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics

Recommandations en phase de mise en œuvre

<i>Recommandation (voir A/65/5/Add.2)</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
36 Le Comité recommande que l'UNICEF envisage de réviser son règlement financier de façon que le traitement comptable des transferts de fonds prévoie que les sommes versées d'avance aux partenaires d'exécution soient comptabilisées comme des avances et non comme des dépenses de programme tant que les rapports sur l'utilisation des ressources financières n'ont pas été reçus.	En prévision de l'adoption des normes IPSAS en janvier 2012, l'UNICEF a révisé son règlement financier de façon que les sommes versées d'avance aux partenaires d'exécution soient comptabilisées comme des avances. Le règlement financier et les règles de gestion financière révisés seront soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2011, en septembre, et entreront en vigueur en janvier 2012	T 1, 2012	DGFA
62 Le Comité recommande que l'UNICEF revoie ses règles comptables et fasse figurer ses engagements au titre des prestations liées à la cessation de service dans les états financiers proprement dits lorsqu'il adoptera les normes IPSAS.	L'UNICEF procède actuellement à l'élaboration d'une règle selon laquelle les engagements au titre des prestations liées à la cessation de service figureront dans le corps des états financiers conformément aux normes IPSAS. Cette politique entrera en vigueur le 1 ^{er} janvier 2012.	T 1, 2012	DGFA
71 L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devait, pour les exercices à venir, faire le nécessaire pour	Le Système SAP de gestion des ressources humaines est en cours de déploiement au travers de l'UNICEF. Cette opération sera achevée à la fin de	T 1, 2012	DGFA

<i>Recommandation (voir A/65/5/Add.2)</i>		<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
	assurer l'exactitude des données utilisées pour calculer les prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie).	2011. L'UNICEF sera alors en mesure d'assurer l'exactitude des données utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle des prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) pour les futurs exercices budgétaires.		
96	Le Comité recommande que l'UNICEF : a) Crée pour son personnel des stages de formation à la budgétisation axée sur les résultats;	L'UNICEF met actuellement au point du matériel de formation et d'orientation pour renforcer encore la budgétisation axée sur les résultats en tant qu'élément du programme de formation à VISION, qui sera également inclus dans le Manuel des politiques et procédures de programmation de l'UNICEF.	T 4, 2011	DGFA
	b) Fasse figurer dans ses futurs budgets les prévisions budgétaires et les activités correspondant à chacun des résultats attendus;	Les projets de budget pour 2012-2013 qui devront être approuvés par le Conseil d'administration en septembre 2011, à sa deuxième session ordinaire, comporteront les prévisions budgétaires et les activités correspondant à chacun des résultats attendus.	T 4, 2011	DGFA
	c) Mette en place un mécanisme permettant de suivre l'exécution du budget et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs.	Les tableaux de bord et l'outil de gestion des résultats seront mis en place dans VISION de façon à suivre l'exécution du budget	T 2, 2012	DGFA
102	L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait a) fournir l'appui nécessaire aux bureaux affichant des taux de report élevés, afin qu'ils puissent améliorer l'exécution des programmes, et b) mettre en place des mesures permettant de contrôler le respect des délais de présentation des demandes de report de crédits des bureaux extérieurs.	Dans le cadre de VISION, le calendrier de présentation des rapports relatifs aux dons a été réaménagé afin que les bureaux recevant les fonds puissent saisir leurs demandes de prolongation, ce qui permettra de garder la trace des dates de soumission, du motif de chaque demande et de la date d'approbation ou de rejet du dossier. Cette solution se prête à la collecte électronique des données, à l'analyse des tendances et à la détection des contreperformances, et elle donnera lieu à des recommandations de mesures correctives,	T 1, 2012	Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics

<i>Recommandation (voir A/65/5/Add.2)</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
195 L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait : a) de réexaminer si des postes vacants depuis de longues périodes restaient nécessaires; et b) de faire le nécessaire pour pourvoir les postes vacants restants.	L'UNICEF a mis en œuvre un dispositif de suivi des postes vacants, qui permettra à la Division des ressources humaines de suivre, avec les différentes unités de recrutement, la situation de tous les postes non pourvus depuis plus de 90 jours. Cela a déjà permis de fermer certaines positions et d'accélérer le processus de recrutement pour les autres. L'opération de suivi se poursuivra jusqu'en décembre 2012, date cible pour l'élimination de l'arriéré.	T 4, 2012	DRH
226 Le Comité recommande à l'UNICEF d'achever rapidement l'exécution du projet PGI-VISION One conformément à son plan de travail.	Le projet d'installation de VISION dans tous les bureaux de l'UNICEF avant la fin de 2011 se déroule selon le calendrier prévu.	T 4, 2012	Équipe chargée du système VISION
233 L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de faire appliquer plus rapidement les recommandations issues des audits des services du siège et des bureaux régionaux.	L'UNICEF a introduit un rapport d'activité trimestriel du Bureau de vérification interne des comptes, qui permet de contrôler le statut des recommandations issues des audits et non appliquées, et d'y donner suite. Toutes les recommandations remontant à plus de 18 mois sont d'ores et déjà signalées régulièrement au Comité consultatif pour les questions d'audit et chaque année au Conseil d'administration, comme la demande en a été requise.	T 4, 2012	Bureau de la vérification interne des comptes
245 Le Comité a recommandé à nouveau que la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés respecte rigoureusement la règle de gestion financière de l'UNICEF relative à la proportion des recettes que les comités nationaux sont autorisés à conserver.	L'UNICEF travaille avec les comités nationaux pour atteindre les montants appropriés de recettes comme stipulé dans le Règlement financier et les règles de gestion financière, et vient de conclure un nouvel accord de coopération à cette fin.	T 1, 2012	Division de la collecte des fonds et des partenariats privés

<i>Recommandation (voir A/65/5/Add.2)</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Division/bureau responsable</i>
252 L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité l'invitant une nouvelle fois à déterminer les causes des retards pris par les bureaux de pays dans la présentation de rapports aux donateurs et à prendre les mesures qui s'imposent pour que les rapports soient présentés conformément aux accords conclus avec les donateurs.	Dans le cadre du projet VISION, le calendrier de présentation des rapports relatifs aux dons a été réaménagé afin d'améliorer la collecte des informations sur la présentation en temps voulu des rapports aux donateurs. L'aménagement du système et des rapports établis permettra de mieux suivre les questions liées à la soumission des rapports en temps voulu et facilitera la définition des problèmes en la matière.	T 1, 2012	Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics

Recommandation non acceptée par l'UNICEF

<i>Recommandation (voir A/63/5/Add.2)</i>	<i>Division/bureau responsable</i>	<i>État de la mise en œuvre</i>
163 Le Conseil a réitéré la recommandation qu'il avait faite précédemment à l'UNICEF lui demandant de veiller à ce que, conformément aux dispositions de son Manuel des achats, tous les bureaux prévoient dans leurs bons de commande des pénalités sanctionnant les retards de livraison.	Division des approvisionnements	L'UNICEF observe que son Manuel des achats n'oblige pas les bureaux à prévoir dans leurs bons de commande une clause de pénalité pour retard de livraison et que les dommages-intérêts sont en fait facultatifs. Il note que, dans les cas cités, les prescriptions du Manuel des achats ont donc été respectées. On se référera au chapitre 8 du Manuel, qui énumère les clauses de recours facultatives pouvant être insérées dans le contrat.